

Afrique du Sud : le grand remue mēninges

DEPUIS le début des années quatre-vingt, la littérature en sciences sociales consacrée à l'Afrique du Sud a connu un développement sans précédent. L'essentiel de ces travaux émane de chercheurs souvent d'origine sud-africaine des universités britanniques et américaines ou d'universitaires sud-africains basés en RSA. Cette capacité de recherches et d'études suffit en elle-même à illustrer la spécificité du pays sur le continent africain. *A contrario*, les travaux français sur « le pays de l'apartheid » demeurent extrêmement rares et se contentent le plus souvent d'exposés généraux forcément réductionnistes et sans comparaison possible avec les études des anglophones, de compilations de travaux érudits ou d'analyses purement idéologiques. A partir de ce constat, on ne s'étonnera pas que ce soit en matière de relations internationales que les travaux français demeurent les plus nombreux. Mais présentant le plus souvent des analyses purement logiques et franco-centrées, ils demeurent très en retrait de leurs équivalents étrangers. A individualiser parmi ceux ci le travail original de Alberto Santos, *Afrique du Sud : une stratégie dans l'impasse*, qui constitue une tentative d'analyse de la stratégie sécuritaire sud-africaine. Regrettons cependant un certain nombre d'inexactitudes concernant la société sud-africaine sans doute dues à une insuffisance des sources

bibliographiques, considérables sur ce pays, mais aussi à une pratique, encore trop répandue dans la matière, de sous-estimer l'importance de la structure sociale interne dans la formation des rapports extérieurs. Bref, la recherche française en sciences sociales (hors littérature) sur l'Afrique du Sud est balbutiante.

Les sciences sociales à la rescousse

La permanence de la contestation et de l'instabilité politique du pays depuis le début des années quatre-vingt ainsi que la capacité de résistance du pouvoir et l'obligation pour celui-ci *to adapt or die* selon l'expression du *Groot Krokodil*, P.W. Botha, ont incité aussi bien le gouvernement sud-africain que les militants des mouvements de libération et les universitaires à s'intéresser toujours plus aux recherches en sciences sociales. Tandis que le pouvoir tente d'identifier les conditions et les recettes du maintien de l'ordre politique dans une société en mutation, pour plagier un auteur très prisé à l'Union Gebouw et à TuynHuys, S.P. Huntington, les opposants essaient d'appréhender les multitudes d'expression de l'appareil de discrimination et d'en déceler les faiblesses pour déterminer les moyens les plus aptes au renforcement de la lutte. En RSA, la lit-

térature en sciences sociales n'est pas seulement un exercice théorique et épistémologique attendu et entendu, c'est aussi et surtout une activité de définition des objectifs politiques concrets et de plans d'action à moyen et long terme.

Depuis dix ans, des organismes officiels tels notamment le *Human Sciences Research Council*, mais aussi des universités, des associations et autres fondations privées ont publié des travaux particulièrement exhaustifs sur la société sud africaine. L'enquête monumentale de la *Fondation Carnegie* sur la pauvreté et le développement en Afrique australe (300 articles et 450 auteurs), dont une version compilée est présentée dans l'ouvrage de F. Wilson et M. Ramphela, *Uprooting Poverty: The South African Challenge*, fournit un ensemble détaillé de données économiques et sociales ainsi qu'un certain nombre de témoignages poignants venant rappeler que les séries statistiques sur la pauvreté ne font qu'exprimer des misères humaines quotidiennes. Ce travail considérable est un instrument de référence essentiel au même titre par exemple que la *Race Relations Survey* publiée annuellement par le *South Africa Institute for Race Relations*. Le lecteur averti restera sans doute sceptique devant les propositions formulées dans la troisième partie et notamment dans le dernier chapitre. Celles-ci, malgré une excessive généralité, présentent cependant un mérite essentiel : celui de montrer l'extrême complexité d'une économie et d'une société entièrement déstructurées et éclatées par l'apartheid. Quand les dignitaires sud-africains affirment que leur pays allie « troisième monde » et « premier monde », ils oublient de rappeler que c'est à

l'apartheid qu'ils le doivent. C'est le grand mérite de cet ouvrage que de rappeler par thèmes que cette doctrine n'avait pour but que de déstructurer et de désarticuler l'ensemble de la société pour briser toute velléité de revendication nationale et réduire au plus bas les coûts sociaux et salariaux.

La complexité des luttes sociales

Comme le montre D. Hindson, dans un petit ouvrage très documenté, *Pass Controls and the Urban African Proletariat*, le système des *pass* visait certes à contrôler les mouvements de la main-d'œuvre africaine et à maintenir les villes sud-africaines blanches mais aussi et surtout à fragmenter la classe ouvrière en distinguant notamment prolétaires urbains et migrants temporaires. Adoptant une perspective historique, D. Hindson insiste sur l'abandon progressif puis définitif des *pass* — imposé par le dysfonctionnement croissant de ce système et son coût exorbitant — au profit d'une politique de régionalisation économique qui cacherait une décentralisation et un éclatement de l'apartheid au sein de chaque classe sociale. Seule la capacité de résistance de la population peut faire échec à ces tentatives de modernisation de l'apartheid par l'État et les principaux groupes industriels nationaux.

C'est justement à cette résistance que s'attache l'ouvrage de F. Meli, *A History of the ANC: South Africa Belongs to Us*. Ce livre de militant vient compléter utilement la somme de Mary Benson, *The Struggle for a Birthright*, en apportant sur les leaders africains des témoignages très person-

nels. Par ailleurs, l'auteur montre comment certains thèmes (réformisme/révolution ; multiracialisme/exclusion des Blancs...) sont devenus historiquement des facteurs de division et continuent à marquer aujourd'hui le mouvement de libération. Ceux qui ne voient dans l'ANC qu'un mouvement terroriste manipulé par le SACP pourront déceler à travers cette histoire la responsabilité fondamentale d'un pouvoir blanc qui a refusé jusqu'au milieu des années soixante-dix de prendre en considération la moindre des revendications présentée par des mouvements dont la patience et la persévérance ne peuvent rétrospectivement qu'étonner. Certes, l'ANC est le mouvement de libération le plus puissant et le plus représentatif du pays, mais, et c'est là la limite d'un tel ouvrage, il ne saurait exprimer l'extrême disparité des formes de la lutte des Noirs contre l'apartheid, ni la complexité croissante des intérêts en jeu. W. Beinart et C. Bundy, dans *Hidden Struggles in Rural South Africa*, démontrent fort à propos le caractère multiforme des luttes des paysans de certaines régions du Ciskei et du Tanskei. Après avoir rappelé comment ces régions furent « inventées » par des colonisateurs plus ou moins avisés, ils insistent sur le caractère particulièrement fluide des conflits et l'extrême diversité des formes de résistance en milieu rural, montrant notamment comment des personnalités peuvent jouer différemment des ressources statutaires et religieuses pour imposer leur médiation. Cet ensemble d'études de cas très détaillées vient utilement rappeler que la résistance au pouvoir ne se limite pas à des formes institutionnalisées ou à des jeux d'acteurs stables et représentatifs. Au contraire,

étudier ces phénomènes c'est se référer à toutes les formes de « modes populaires d'action politique ». Cet ouvrage démontre, si besoin était, qu'une résistance de longue durée à un système politique totalisant ne peut se perpétuer que si elle est assumée au quotidien par l'ensemble de la population. Ce constat pourrait être particulièrement profitable en France pour régénérer les études du système politico-administratif local qui demeurent très souvent réduites à des phénomènes sociaux officialisés et institutionnalisés. En Afrique du Sud, l'État ne combat pas seulement une ou des organisations de libération mais la totalité d'une population confrontée chaque jour aux vexations de la politique d'apartheid et définissant à tout moment des stratégies de résistance active ou passive. Les deux semaines précédant les élections législatives du 6 septembre 1989 ont montré cette diversité (voir par exemple, *Weekly Mail*, n° 30, 4 août 1989, et n° 34, 1^{er} septembre 1989). Pour réduire cette habitude de résistance, le pouvoir s'est engagé dans une politique de suppression des formes de ségrégation les plus vexatoires. C'est ainsi que si la répression politique se poursuit comme le rappelle le *Fact Paper on Southern Africa*, n° 16, *Review of 1988 Repression and Resistance in South Africa and Namibia*, le *petty apartheid* est en voie de disparition et des réformes réelles ont lieu depuis le début des années quatre-vingt.

Les enjeux de demain

Mais l'État n'a pas abandonné son projet de « consociation de communautés ». Cette politique

passe notamment par la manipulation des concepts traditionnels d'ethnie et l'aide différentielle apportée aux mouvements noirs opposés à l'ANC. G. Maré et G. Hamilton décrivent, dans *An Appetite for Power: Buthelezi's Inkatha and South Africa*, comment l'Inkatha mené par son chef M.G. Buthelezi s'est constitué en une force totalisante de contrôle du KwaZulu et tente de s'imposer comme un interlocuteur de recours entre ANC et pouvoir blanc. La pluralité d'options au sein de l'opposition à l'apartheid pourrait conforter le caractère démocratique de l'opposition au régime. Mais les deux auteurs montrent, après d'autres il est vrai, comment l'Inkatha a vocation totalisante et recourt systématiquement à la violence pour intimider ses opposants sous le regard pudiquement voilé du pouvoir blanc. C'est que cette idée de tribalisation, c'est-à-dire de fragmentation d'une identité commune aux populations noires sud-africaines, a toujours été à la base de la pensée « communautariste » des dirigeants sud-africains. Dans un ouvrage fondamental édité par L. Vail, *The Creation of Tribalism in Southern Africa*, une série de contributions excellentes montre comment ces notions de tribus et d'ethnies ainsi que le principe d'une conscience ethnique sont des phénomènes récents fondés sur une multitude d'éléments parmi lesquels la destruction des structures traditionnelles, l'action tribalo-classificatrice du pouvoir et le développement de clichés raciaux. Relayé par une petite-bourgeoisie locale qui l'utilise pour conforter ses intérêts, le tribalisme tend à s'imposer comme une nouvelle conscience d'identification. Cette perception globale est illustrée par

des contributions très détaillées concernant pour l'Afrique du Sud aussi bien la communauté afrikaner que les Noirs du Ciskei et les 'Coloureds' du Western Cape. Il s'agit d'un ouvrage de référence pour qui s'intéresse à l'Afrique australe ou aux questions identitaires, et qui insiste de façon très pertinente sur ce qui est et sera la question essentielle de l'Afrique du Sud.

Cette question d'identification doit, compte tenu de la structure économique, notamment industrielle, du pays, être complétée par une analyse en termes de classe comme le fait H. Wolpe dans un petit livre intitulé *Race, Class and the Apartheid State*. Certes, ce débat peut paraître éculé. Mais, tout comme l'ouvrage de R. Cohen publié dans la même collection, cette analyse est remarquable en ce qu'elle montre clairement comment l'évolution économique et sociale de la société sud-africaine conduit à une adaptation progressive de l'État et des grandes firmes multinationales locales aux nouvelles exigences économiques. Les mutations économiques conduisent à une évolution des rapports de classe et à une plus grande complexité des relations des classes et de la race, d'autant plus que les modalités d'expression de la domination blanche varient selon la nature des organisations concernées. La notion de « périodisation de l'apartheid » prend ainsi tout son sens. L'auteur explique clairement comment, dans l'impossibilité de recourir à une solution violente, l'État est forcé de réformer le système en vigueur en soutenant l'émergence d'une classe d'entrepreneurs non Blancs susceptibles à terme de le soutenir. Mais dans le même temps, il doit limiter l'ampleur de réformes qui

effraient l'essentiel de la population blanche. C'est bien là le dilemme de l'État sud-africain et plus largement de l'ensemble des acteurs nationaux.

Les livres de P.A. Albertini, *Un Français en Apartheid* et de A. Soule, G. Dixon et R. Richards, *The Wynand Du Toit Story*, témoignent dans leur engagement militant à la fois des clichés longtemps répétés et éculés d'une situation sud-africaine qui serait simple et évidente et des incertitudes de ces mêmes convaincus face à une situation dont ils ne maîtrisent aucun paramètre, manipulée qu'elle est par les appareils étatiques locaux et extérieurs. Les deux livres montrent l'extrême confusion des esprits dans ce pays entre des Blancs convaincus qu'ils doivent ouvrir le pouvoir sans savoir comment et des opposants qui sentent le pouvoir à portée de main sans être à même de le saisir. Le pouvoir sait qu'il devra négocier avec les leaders des mouvements de libération tel l'ANC ou l'ex-UDF. L'idéal pour lui est de trouver par une politique de réformes réelles « à secousses », le point de non retour qui lui permettra de se dedouaner au niveau international tout en soumettant ces organisations à des tensions internes irrésistibles. Pour ces dernières, la

logique est inversée : il leur faut pousser au maximum leur avantage pour se placer en position de force dans les futures négociations. Mais d'ores et déjà, elles ont obtenu leur reconnaissance comme acteur légitime de premier plan dans la solution du problème sud-africain.

A parcourir l'ensemble de ces ouvrages, la seule certitude qui demeure est que les évolutions de la société sud-africaine ont rendu caduque la doctrine de l'apartheid. Confronté à une population très mobilisée, à l'éclatement de toutes les forces politiques et à un problème économique crucial aggravé par des menaces de sanctions qui entraînent des surcoûts considérables pour le pays, le pouvoir tente d'assurer sa survie par la consolidation de son *laager* à court terme et la constitution d'un système national de communautés associées à long terme. Le remplacement « au forceps » de P.W. Botha par F.W. de Klerk exprime la décision du pouvoir nationaliste de privilégier désormais ce deuxième aspect, franchissant ainsi, après trois ans d'atermoiements, le Rubicon. Mais comme César, F.W. de Klerk le traverse accompagné par son bras séculier.

Dominique Darbon
Septembre 1989

Bibliographie

SANTOS, A., *Afrique du Sud : une stratégie dans l'impasse*, (Cahiers d'études stratégiques n° 13) Paris, EHESS, 1989, 132 p.

WILSON, F. et RAMPHELE, M., *Uprooting Poverty : The South African Challenge*, New York, W.W. Norton cy, 1989, 380 p.

HINDSON, D., *Pass Controls and the Urban African Proletariat*, Johannesburg, Ravan Press, 1987, 121 p.

MELI, F., *A History of the ANC : South Africa belongs to us*, London, J. Currey/ZPH, 1988, 258 p.

BENSON, M., *South Africa : The Struggle for a Birthright*, London, IDAF, 1985, 314 p.

BEINART, W. et BUNDY, C., *Hidden Struggles in Rural South Africa*, London, J. Currey, 1987, 325 p.

Fact Paper on Southern Africa n° 16, *Review of 1988 Repression and Resistance in South Africa and Namibia*, London, IDAF, 1989, 39 p.

MARÉ, G. et HAMILTON, G., *An Appetite for Power : Buthelesi's Inkatha and South Africa*, Johannesburg, Ravan Press, 1987, 262 p.

LEROY. Vail, *The Creation of Tribalism in Southern Africa*, London, J. Currey, 1989, 422 p.

WOLPE, H., *Race, Class and the apartheid State*, London, J. Currey, 1988, 118 p.

ALBERTINI, P.A., *Un Français en Apartheid*, Paris, Gallimard, 1988, 262 p.

SOULE, A., DIXON, G. et RICHARS, R., *The Wynand Du Toit Story*, Johannesburg, H. Strydom, 1987, 315 p.

Nouveauté

L'Affaire Claustre

Autopsie d'une prise d'otage

par Pierre CLAUSTRE

Le 21 avril 1974, Françoise Claustre est prise en otage au Tibesti. Cette prise d'otage aura des répercussions sérieuses sur les relations entre le Tchad et la France. Françoise Claustre ne retrouvera la liberté que le 1^{er} février 1977. La discrétion volontaire dont elle a fait preuve à son retour, a laissé le champ libre à toutes sorte de supputations. Pierre Claustre, son mari, a été associé aux événements, du premier au dernier jour, les vivant alternativement dans le camp français et dans le camp toubou avant d'être lui-même fait prisonnier. Afin de mettre un terme à toutes les spéculations hasardeuses, il apporte son témoignage sur les péripéties, tantôt tragiques, tantôt rocambolesques, qui se sont succédées durant ces trois années.

456 p.

150 F

Collection « Les Afriques » dirigée par J.-F. Bayart
Parution : 2^e quinzaine d'avril 1990.